



Inde

Une émergence partielle et ambiguë

Isabelle Saint-Mézard

DANS **RAMSES 2015 (2014)**, PAGES 54 À 59

CHAPITRE

L'émergence de l'Inde ces deux dernières décennies est passée par deux processus majeurs : une accélération de son taux de croissance économique et une intensification de son activisme diplomatique et stratégique. Cette émergence n'est cependant pas sans fragilité, ni sans ambiguïté, outre qu'elle entre depuis peu dans une phase incertaine.



INDE

Capitale	New Delhi
Superficie	3 268 000 km ²
Population	1 236 686 732 h
Monnaie	Roupie (INR)
PIB	1 858 740 105 864 \$
PIB/hab	1 503 \$

Même si elle est manifeste depuis les années 1990, l'émergence de l'Inde s'inscrit dans une histoire plus ancienne et qui renvoie – entre autres choses – aux solides fondations institutionnelles et économiques posées par les premiers dirigeants de l'Inde indépendante, ainsi qu'à certaines avancées introduites à l'époque de la colonisation britannique (mise en place d'un corps

administratif, instauration de pratiques électorales et d'un corpus juridique, construction d'infrastructures agricoles et de transports). Si l'on remonte encore plus loin dans le passé, c'est l'idée de « réémergence » plutôt que de simple émergence qui s'impose. Diverses études estiment en effet que le sous-continent indien produisait, au début du XVIII^e siècle, entre 15 % et 20 % de la richesse mondiale, soit peu ou prou l'équivalent de la part de l'Europe.

LES DYNAMIQUES SOCIOÉCONOMIQUES DE L'ÉMERGENCE INDIENNE

LE DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE

L'émergence de l'Inde – ou, donc, sa réémergence – a commencé dans les années 1990, lorsque le Premier ministre Narasimha Rao et son ministre des Finances Manmohan Singh ont entrepris un programme de libéralisation visant à déréglementer une économie jusqu'alors très corsetée. Ces réformes ont été mises en œuvre de façon prudente mais néanmoins irrévocable. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), qui avait longtemps plafonné à 3 % avant de s'élever à 5 % dans les années 1980, atteint les 6 % à 7 % durant la seconde moitié de la décennie 1990. Saluant le succès des réformes en cours, la banque d'affaires Goldman Sachs publie en 2001 un rapport – depuis devenu célèbre – qui classe l'Inde dans la catégorie des BRIC, c'est-à-dire des grands pays émergents destinés à peser d'un poids déterminant sur l'économie mondiale. La croissance indienne s'accélère encore durant la première décennie des années 2000 : avec un taux oscillant entre 7 % et 9 % entre 2003 et 2011, l'Inde possède l'une des économies les plus dynamiques au monde. D'après la Banque mondiale, son PIB aurait atteint en 2012 les 6,3 trillions de dollars en parité de pouvoir d'achat (PPA), ce qui l'aurait propulsée au

rang de troisième économie mondiale – devant le Japon mais loin derrière les États-Unis et la Chine qui affichaient respectivement un PIB en PPA de 16,2 et 14,8 trillions de dollars ^[1].

Le modèle de croissance de l'économie indienne est néanmoins assez particulier. Contrairement aux économies d'Asie orientale, il s'est appuyé sur l'expansion du marché intérieur bien plus que sur les investissements étrangers et les exportations de produits manufacturés à bas coût. Cela a eu l'avantage de protéger le pays des vicissitudes de l'économie mondiale, notamment de la crise asiatique de 1997-1998. Par ailleurs, le secteur privé indien a été le premier à bénéficier des réformes et à répondre à la demande du marché intérieur, notamment à celle d'une classe moyenne émergente aujourd'hui évaluée à 50 millions de personnes ^[2]. Ayant gagné en productivité, ce même secteur privé a par la suite élargi ses horizons en opérant à l'étranger. De grandes entreprises indiennes sont ainsi apparues sur la scène internationale, certaines très anciennes comme les groupes Tata et Birla, d'autres beaucoup plus récentes comme le conglomérat Reliance, empire industriel bâti en deux générations, ou des *start-up* dans le secteur des technologies de l'information, telle Infosys, créée dans les années 1980.

Dès la fin des années 1990, et plus encore durant la première décennie des années 2000, ces grandes entreprises indiennes ont investi à l'étranger dans des secteurs variés allant des technologies de l'information à la pharmacie et la chimie, en passant par l'automobile, l'ingénierie et la sidérurgie. Ces investissements directs étrangers (IDE) d'origine indienne ont d'autant plus marqué les esprits qu'ils se sont dirigés vers les marchés les plus développés, notamment vers les États-Unis et le Royaume-Uni, et non plus seulement vers les pays d'Asie du Sud-Est et d'Afrique, traditionnellement leur destination privilégiée. Opérant souvent par fusion et acquisition sur les marchés développés, les investisseurs indiens ont surtout cherché à acquérir

des parts de marché ou des technologies avancées. Une bonne partie des IDE indiens a aussi visé l'acquisition de ressources naturelles, témoignant en cela de la relative vulnérabilité du pays au plan énergétique. Qu'ils soient publics (ONGC Videsh Ltd [OVL], Oil India, Coal India) ou privés (Reliance, Essar), les grands acteurs indiens de l'énergie se sont ainsi montrés de plus en plus actifs à l'international, notamment en Indonésie, en Australie et sur le continent africain.

ÉMERGENCE ET PAUVRETÉ

Une autre particularité du modèle de croissance indien est qu'il est tiré par les services, notamment par les services informatiques (ainsi que les services financiers et les télécommunications). Les services comptent en effet pour plus de 55 % du PIB indien, alors que l'industrie n'y représente qu'à peine 25 %. Et dans cette industrie, ce sont encore les secteurs nécessitant des compétences spécialisées (automobile, ingénierie, *high-tech*) qui s'avèrent les plus dynamiques. L'industrie manufacturière intensive en travail n'est, elle, pas assez développée pour absorber les 12 millions de personnes qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi, souvent peu ou pas qualifiées. Un tel modèle de croissance tend à favoriser les individus bien formés, mais laisse à la marge les masses indiennes. Il reflète en cela l'élitisme d'un système d'enseignement et, pourrait-on dire, d'une culture dominante, qui ont misé avant tout sur la formation d'ingénieurs et de managers d'excellence, sans se préoccuper suffisamment de l'éducation universelle.

Quant à l'agriculture, elle ne contribue qu'à hauteur de 15 % au PIB, alors qu'elle occupe presque 60 % de la population. Une telle distorsion signifie qu'une grande partie des masses rurales peine encore à sortir de la pauvreté. La croissance indienne n'a, de fait, pas résorbé les immenses poches de pauvreté qui subsistent dans le pays, notamment dans les plaines indo-gangétiques. Elle n'a pas plus

conduit à l'amélioration substantielle des indices de développement humain. Qu'il s'agisse des domaines de la nutrition ou de la santé, le pays continue d'afficher des résultats parmi les plus mauvais au monde ^[3]. Rappelons que la mortalité infantile reste élevée (56 pour 1 000) et que la malnutrition touche une femme sur trois et 42 % des enfants de moins de cinq ans. L'Inde n'arrive ainsi qu'au 134^e rang mondial dans le classement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Comme le note l'universitaire Ramesh Thakur, l'Inde présente de ce point de vue « une identité transitoire, en tant que puissance émergente avec un poids économique croissant, ce qui se traduit par une plus grande influence politique, mais aussi en tant que pays encore immensément pauvre et sous-développé avec une multitude de défis politiques graves ^[4] ».

ATERMOIEMENTS ET INCERTITUDES

Au plan économique, l'émergence indienne est entrée dans une phase d'incertitudes depuis 2011. Avec un taux de croissance du PIB de 4,5 % en 2011-2012 et de 4,7 % en 2012-2013, le pays vient de vivre deux années consécutives en dessous de la barre des 5 %. Sa situation macroéconomique, qui s'est nettement détériorée, pâtit d'un taux d'inflation élevé, d'une monnaie dépréciée et d'un déficit budgétaire et commercial préoccupant. En 2012, l'agence de notation Standard & Poor's a même menacé de classer l'Inde dans la catégorie spéculative. Les Indiens s'interrogent donc sur la durabilité de leur modèle de croissance. Ils savent que le ralentissement de l'économie mondiale depuis 2008 ne saurait seul expliquer ces difficultés. Ce sont avant tout des problèmes d'ordre intérieur – liés à la gouvernance du pays – qui sont en cause. Parmi ceux-ci figurent en bonne place l'incapacité du gouvernement du Premier ministre Manmohan Singh à poursuivre un programme de réformes depuis 2009, ainsi que la

persistance de blocages administratifs défavorables aux investissements et une corruption de grande ampleur, qui touche les plus hautes sphères politiques et économiques du pays.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la victoire massive du Bharatiya Janata Party (BJP), et surtout de son chef de campagne Narendra Modi, aux élections générales du printemps 2014. En votant massivement pour N. Modi, les électeurs indiens ont avant tout mis leurs espoirs dans la promesse d'un retour à la forte croissance des années passées. De fait, Narendra Modi se fait fort d'appliquer à l'ensemble du pays les recettes utilisées au Gujarat, État qu'il a dirigé pendant 12 ans et qui a affiché un dynamisme économique incontestable – à défaut d'indices de développement convaincants. Avec un credo : « Une gouvernance maximale pour un gouvernement minimal », il entend améliorer le fonctionnement de l'appareil d'État et façonner un environnement politique et administratif favorable aux activités du secteur privé. Le nouveau Premier ministre indien entend également promouvoir les infrastructures et développer l'industrie manufacturière de façon à créer des emplois. En raison de son image pro-*business*, son arrivée au pouvoir a été saluée par les milieux d'affaires nationaux et internationaux. Les défis qu'il entend relever n'en sont pas moins immenses.

8

UNE AMBITION GÉOPOLITIQUE MONDIALE, MAIS DES VULNÉRABILITÉS RÉGIONALES

UNE DIPLOMATIE DE GRANDE PUISSANCE

Au plan diplomatique et stratégique, l'émergence de l'Inde a pris un tour concret quand le pays a décidé de s'afficher comme puissance nucléaire, en procédant aux cinq essais atomiques de Pokhran du printemps 1998. L'Inde, qui a toujours dénoncé l'iniquité du régime

9

de non-prolifération, entrainé de force dans le club très fermé des États dotés de l'arme nucléaire. Cette politique du fait accompli s'est avérée pari gagnant. Non seulement l'Inde n'a eu à subir qu'une période assez brève de sanctions, mais elle est de plus parvenue à convaincre l'essentiel de la communauté internationale que sa posture nucléaire était à la fois légitime (pour assurer une dissuasion face à la Chine) et fiable (voir sa doctrine minimale crédible, avec engagement de non-emploi en premier). Dix ans après les essais de Pokhran, l'Inde a obtenu un statut « sur mesure » auprès du Groupe des fournisseurs de nucléaire et de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), en tant qu'État doté *de facto*, et pouvant néanmoins bénéficier de transferts de technologies nucléaires civiles.

Ce statut unique est le résultat d'un intense activisme diplomatique de 1998 à 2008. L'émergence de l'Inde sur la scène internationale est en effet passée par la construction de partenariats stratégiques avec les grands acteurs internationaux, notamment avec les États-Unis. En l'occurrence, le rapprochement indo-américain a débuté en 1999 et a conduit à la mise en place – en moins de dix ans – de coopérations dans une vingtaine de secteurs. Les efforts considérables de Washington entre 2005 et 2008 pour démanteler le régime d'interdictions internationales pesant sur les transferts de technologies nucléaires civiles vers l'Inde témoignent bien de l'ampleur du rapprochement stratégique. En retour, les États-Unis espéraient que l'Inde s'alignerait de plus en plus sur leurs grands objectifs stratégiques en Asie, voire qu'elle y contribuerait en tant que partenaire privilégié. Mais si l'Inde est disposée à devenir un proche partenaire des États-Unis, elle n'entend pas se transformer en allié, trop attachée à son indépendance pour ce faire.

D'ailleurs, pour éviter une trop grande dépendance vis-à-vis des États-Unis, l'Inde a eu soin de construire des partenariats stratégiques avec d'autres grands acteurs internationaux, en premier

lieu avec la Chine et la Russie, mais aussi avec le Japon, l'Iran et l'Arabie Saoudite, ainsi qu'avec les grands États européens : France, Royaume-Uni ou Allemagne. New Delhi s'est aussi rapproché de diverses organisations régionales. En ce domaine, c'est avec l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) qu'elle a développé le partenariat le plus approfondi, tant au plan économique que politico-militaire. La relation avec l'Union européenne (UE), bien qu'importante, demeure compliquée, comme en témoignent les difficiles négociations pour la finalisation d'un accord de libre-échange. New Delhi construit aussi des partenariats avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG) ou l'Union africaine (UA), mais dans une approche surtout économique.

UNE RELATIVE CONVERGENCE AVEC LES AUTRES GRANDS ÉMERGENTS

Au plan multilatéral, l'Inde réclame une réforme des grandes instances nées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en dénonçant le caractère obsolète de leur système de représentation. Elle revendique encore et toujours un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et milite pour obtenir plus de voix au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale. Dans le même temps, elle s'investit dans des forums plus récents, qu'elle juge plus représentatifs des nouveaux équilibres mondiaux : outre le G20, dont elle est un membre actif, elle est partie prenante de l'IBAS (Inde, Brésil, Afrique du Sud), une organisation de coopération assez dynamique qui encourage la coopération dans divers secteurs, allant de la défense à l'agriculture. Elle entretient par ailleurs des consultations trilatérales régulières avec la Russie et la Chine.

Elle développe enfin une concertation avec les autres grands émergents au travers des sommets annuels des BRICS, mis en place depuis 2009. Elle a, dans ce cadre, proposé la création d'une banque

de développement, susceptible d'offrir une alternative à la Banque mondiale et au FMI, considérés comme à la solde des Nord-Américains et des Européens. En ce sens, l'approche indienne du forum des BRICS est avant tout économique, c'est-à-dire orientée vers la réforme du système financier international et la protection des intérêts des pays en développement. L'Inde est généralement plus en retrait lorsque le forum des BRICS se prend à dénoncer l'hégémonie occidentale sur les affaires mondiales. Elle s'est néanmoins jointe aux déclarations critiquant les frappes de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en Libye en 2011 et les interférences occidentales dans la crise syrienne, ainsi qu'à celles, plus récentes, dénonçant les sanctions européennes et nord-américaines contre la Russie à la suite de la crise ukrainienne. Mais sur le fond, l'Inde est consciente des profondes divergences qui divisent les BRICS et se méfie de l'influence de la Chine au sein de ce forum. Elle est, de ce point de vue, bien plus à l'aise dans le forum IBAS.

UN ENVIRONNEMENT IMMÉDIAT DIFFICILE ET INHIBANT

La croissance indienne n'a, à ce jour, pas créé de dynamique positive dans les relations intrarégionales. L'Asie du Sud reste l'une des régions les moins économiquement intégrées au monde. Observant l'émergence indienne avec une certaine méfiance, la plupart des pays d'Asie du Sud ont renforcé leurs relations avec la Chine, dans une simple logique de rééquilibrage. Dans cet environnement difficile, l'Inde est confrontée à deux défis structurants. Sur son flanc occidental, il lui faut trouver les voies d'une conciliation avec le Pakistan, sans pour autant baisser la garde face aux menaces émanant de ce pays. Plus encore, il lui faut trouver les moyens de poursuivre et de consolider le processus de paix, y compris dans l'hypothèse où elle aurait à subir une nouvelle attaque – probablement d'ordre terroriste – venue du Pakistan. Le défi est de taille, d'autant

qu'à cette gestion complexe du conflit avec Islamabad se mêle la question de l'Afghanistan. L'Inde, aujourd'hui très proche de l'Afghanistan, redoute que ce voisin ne retombe sous l'emprise déstabilisante du Pakistan après le retrait des forces occidentales.

Sur le flanc nord, la montée en puissance chinoise constitue une préoccupation majeure, et cela d'autant plus que la frontière commune (4 000 kilomètres) n'est toujours pas démarquée. L'Inde s'inquiète notamment des programmes de modernisation militaire chinois et s'interroge sur les intentions stratégiques de Pékin en Asie du Sud et dans l'océan Indien. Dans le même temps, la Chine s'est hissée parmi ses premiers partenaires économiques. Mais en ce domaine aussi, l'Inde s'inquiète de son déficit commercial avec son voisin et du manque de compétitivité de sa propre industrie. En matière économique comme en matière stratégique, la Chine constitue en somme le plus grand défi auquel l'Inde se trouve confrontée et, New Delhi le sait, cette tendance n'ira qu'en s'accroissant dans le proche avenir.

NOTES

Banque mondiale, *Gross Domestic Product Ranking Table Based on Purchasing Power Parity (PPP)*, Washington, DC, 8 mai 2014, disponible sur <data.worldbank.org/data-catalog/GDP-PPP-based-table>.

Ernst & Young, *Hitting the Sweet Spot: The Growth of the Middle Class in Emerging Markets*, avril 2013. Selon la définition d'E&Y, appartiennent à la classe moyenne les personnes gagnant entre 10 et 100 dollars par jour, soit 5 % de la population dans le cas indien.

Banque mondiale, *Perspectives on Poverty in India*, Washington, DC, 2011. Planning Commission, *Addressing India's Nutrition Challenges: Report of the Multistakeholder Retreat*, New Delhi, 7-8 août 2010.

R. Thakur, « Modi Will Widen India's Foreign Policy Horizons », *Tehelka*, n° 23, 7 juin 2014, disponible sur <www.tehelka.com/modi-will-widen-indias-foreign-policy-horizons/>.

PLAN

Les dynamiques socioéconomiques de l'émergence indienne

Le décollage économique

Émergence et pauvreté

Atermoiements et incertitudes

Une ambition géopolitique mondiale, mais des vulnérabilités régionales

Une diplomatie de grande puissance

Une relative convergence avec les autres grands émergents

Un environnement immédiat difficile et inhibant

AUTEUR

Isabelle Saint-Mézard

Chercheur associé, Centre Asie, Ifri ; maître de conférences, Institut français de géopolitique, université Paris 8

Mis en ligne sur Cairn.info le 16/06/2020

<https://doi.org/10.3917/ifri.demon.2014.01.0054>



Pour citer cet article

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales © Institut français des relations internationales. Tous droits réservés pour tous pays. Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent article, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Cairn.info | claire girre